

CIRCULAIRE n° 2018-14 du 16 juillet 2018

Direction des Affaires juridiques
DAJ- JRA -JUP

Revalorisation au 1^{er} juillet 2018 des salaires de référence de l'assurance chômage et des allocations ou parties d'allocations d'un montant fixe

Objet

Le Conseil d'administration de l'Unédic, réuni le 29 juin 2018, a décidé de revaloriser de **0,70 %** les salaires de référence servant au calcul de l'allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE) ; cette revalorisation porte sur les salaires de référence intégralement composés de sommes afférentes à des périodes antérieures au 1^{er} janvier 2018.

Par ailleurs, le Conseil d'administration a porté, à compter du **1^{er} juillet 2018** :

- ▶ la partie fixe de l'allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE) à **11,92 euros**,
- ▶ l'allocation minimale à **29,06 euros**,
- ▶ l'allocation minimale versée aux demandeurs d'emploi en formation à **20,81 euros**.

Document émis pour action après validation par signature de la Direction générale de l'Unédic

CIRCULAIRE n° 2018-14 du 16 juillet 2018

Direction des Affaires juridiques

Revalorisation au 1^{er} juillet 2018 des allocations d'assurance chômage

En application :

- ▶ de l'article 20 du règlement général annexé à la Convention du 14 avril 2017 relative à l'assurance chômage ;
- ▶ de l'article 20 du règlement général annexé à la Convention du 14 mai 2014 relative à l'indemnisation du chômage ;
- ▶ de l'article 20 du règlement général annexé à la Convention du 6 mai 2011 relative à l'indemnisation du chômage ;
- ▶ de l'article 20 du règlement général annexé à la Convention du 19 février 2009 relative à l'indemnisation du chômage ;
- ▶ de l'article 28 du règlement annexé à la Convention du 18 janvier 2006 relative à l'aide au retour à l'emploi et à l'indemnisation du chômage ;
- ▶ de l'article 28 du règlement annexé à celles du 1^{er} janvier 2004 et du 1^{er} janvier 2001,

le Conseil d'administration de l'Unédic, réuni le 29 juin 2018, a retenu, conformément à la décision jointe, que le salaire de référence serait revalorisé de **0,70 % à compter du 1^{er} juillet 2018**.

Cette décision de revalorisation s'applique aux allocataires dont le salaire de référence est intégralement constitué des rémunérations anciennes d'au moins 6 mois, soit antérieures au 1^{er} janvier 2018.

De plus, le Conseil d'administration de l'Unédic a retenu, conformément à la décision jointe, que la partie fixe de l'allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE), l'allocation minimale et le seuil minimum de l'ARE pour les bénéficiaires en formation seraient revalorisés de **0,70 % à compter du 1^{er} juillet 2018**.

Le Conseil d'administration a porté :

- ▶ la partie fixe de l'ARE à **11,92 euros**,
- ▶ l'allocation minimale à **29,06 euros**,
- ▶ le seuil minimal de l'ARE versée au demandeur d'emploi en formation à **20,81 euros**.

La revalorisation s'applique aux allocations servies en métropole, dans les départements d'outre-mer, dans les collectivités de Saint-Martin et Saint-Barthélemy ainsi qu'à Saint-Pierre et Miquelon.

Vincent DESTIVAL



Directeur général

Pièce jointe :

- ▶ Décision du Conseil d'administration de l'Unédic du 29 juin 2018

Pièce jointe n° 1



**Décision du Conseil d'administration de l'Unédic
du 29 juin 2018**

DÉCISION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNÉDIC

Revalorisation

Conseil d'administration du 29 juin 2018

L'article 20 du règlement général annexé à la convention du 14 avril 2017 relative à l'assurance chômage, l'article 20 du règlement général annexé à la convention du 14 mai 2014 relative à l'indemnisation du chômage, l'article 20 du règlement général annexé à la convention du 6 mai 2011 relative à l'indemnisation du chômage, l'article 20 du règlement général annexé à la convention du 19 février 2009 relative à l'indemnisation du chômage, l'article 28 du règlement général annexé à la convention du 18 janvier 2006 relative à l'aide au retour à l'emploi et à l'indemnisation du chômage, l'article 28 du règlement général annexé à celle du 1^{er} janvier 2001 prévoient que le Conseil d'administration de l'Unédic procède une fois par an à la revalorisation :

- du salaire de référence des allocataires dont le salaire de référence est intégralement constitué par des rémunérations anciennes d'au moins 6 mois ;
- de toutes les allocations, ou parties d'allocations d'un montant fixe.

Le Conseil d'administration décide :

Article 1^{er}

Le salaire de référence des allocataires dont les rémunérations qui le composent sont intégralement afférentes à des périodes antérieures au 1^{er} janvier 2018 est revalorisé de :

- **0,70 %** à compter du 1^{er} juillet 2018.

Article 2

Les allocations ou parties d'allocation d'un montant fixe sont revalorisées de :

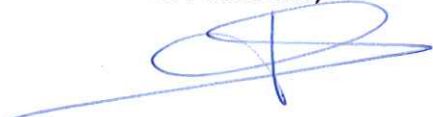
- **0,70 %** à compter du 1^{er} juillet 2018.

Cette revalorisation se traduit par :

- un montant de la partie fixe de l'allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE) porté à **11,92 euros** ;
- un montant de l'allocation minimale (ARE) porté à **29,06 euros** ;
- un seuil minimum de l'allocation d'aide au retour à l'emploi pour les allocataires effectuant une formation porté à **20,81 euros**.

Fait à Paris, le 29 juin 2018
Pour le Conseil d'administration de l'Unédic
En deux exemplaires originaux

La Présidente,



Patricia FERRAND

Le Vice-président,



Éric LE JAOUEN